

HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepalingen*

**Art. 20.** De goedkeuring van een aanvraag om subsidie heeft voor de aanvrager tot gevolg dat hij verplicht is tot uitdrukkelijke vermelding, in alle gevallen, van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap (publicaties, affiches, programma's, perscommuniqués, verslagen, openbare verklaringen, enz...).

**Art. 21.** Het besluit van de Executieve van 2 december 1985 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor de activiteiten die de propaganda ten bate van de lichamelijke opvoeding en de sport dienen, gewijzigd bij het besluit van 23 maart 1987, wordt opgeheven.

**Art. 22.** De Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Brussel, 19 januari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE



F. 2001 — 479

[C — 2001/29084]

**19 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'organisation de stages sportifs pour handicapés**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, notamment son article 10;

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française modifié par celui du 31 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 22 août 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 août 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.879/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2001,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions;

2° Décret : le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française modifié par celui du 31 mai 2000;

3° Administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française;

4° Organismes : les fédérations et cercles sportifs visés à l'article 2 du présent arrêté.

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder aux fédérations sportives reconnues visées aux Sections II et III du chapitre IV du décret ainsi qu'à leurs cercles affiliés, des subventions pour l'organisation de stages sportifs pour handicapés.

**Art. 3.** Les stages sportifs pour handicapés doivent respecter les conditions ci-après :

1° l'activité ne peut pas poursuivre un but lucratif;

2° la durée du stage doit être de trois jours consécutifs au moins et de dix jours consécutifs au plus;

3° le programme doit prévoir un minimum de trois heures quotidiennes d'activités d'initiation ou de perfectionnement sportifs adaptées à la nature du handicap des participants;

4° pendant toute sa durée, le stage doit compter un minimum de 10 participants réguliers;

5° le stage doit être organisé dans les limites du territoire national et dans des installations salubres;

6° les installations, équipements et matériels sportifs doivent être conformes aux normes sportives, être adaptés à la nature du handicap des participants et présenter toutes les garanties de sécurité;

7° les organisateurs doivent prendre toutes les dispositions afin que les stagiaires et le personnel d'encadrement soient couverts en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels pendant toute la durée du stage;

8° les organisateurs doivent accepter l'inspection de leurs installations, de leurs équipements et matériels sportifs et de leurs activités ainsi que le contrôle des documents administratifs et comptables par les fonctionnaires de l'administration;

9° un des moniteurs au moins encadrant le stage doit être porteur des diplômes ou brevets énumérés au tableau 1.

**Art. 4.** La demande de subvention doit être introduite à l'administration au moins trente jours avant la date du début du stage, sur formulaire délivré par celle-ci.

La demande doit être accompagnée :

- 1° d'un programme détaillé assorti d'un horaire précis des activités;
- 2° d'un projet de budget, tant en dépenses qu'en recettes, précisant notamment le nombre attendu de participants ainsi que les rémunérations prévues pour le personnel d'encadrement;
- 3° de l'avis de la fédération sportive concernée lorsque la demande émane d'un cercle affilié.

**Art. 5.** La subvention allouée aux organisateurs de stages sportifs pour handicapés comprend :

- 1° une intervention dans la rémunération des moniteurs en fonction des qualifications et titres détenus par ceux-ci;
- 2° une intervention dans la rémunération du responsable de la direction du stage et de la coordination des activités sportives pour autant que le stage compte au moins 20 participants réguliers;
- 3° une intervention forfaitaire calculée au prorata du nombre de stagiaires.

**Art. 6.** L'intervention visée à l'article 5, 1°, est fixée à mille francs ou vingtquatre euro et septante-neuf cents par jour pour le personnel d'encadrement porteur d'une des qualifications reprises au tableau 1 annexé au présent arrêté. Elle est majorée de deux cent cinquante francs ou six euro et vingt Cents pour le personnel d'encadrement porteur d'une des qualifications reprises aux points 1, 2, 5 et 6 et, en plus, d'une des qualifications reprises aux points 3 et 4.

**Art. 7.** Le Ministre peut déroger individuellement aux conditions visées à l'article 6 pour les diplômes, les brevets et certificats qu'il juge équivalents; il peut également prendre en considération l'expérience utile.

**Art. 8.** Le nombre de moniteurs pouvant être pris en considération est déterminé selon les critères d'encadrement repris au tableau 2 annexé au présent arrêté.

Un moniteur supplémentaire est pris en considération lorsque le nombre de participants est supérieur de moitié au nombre de base requis.

**Art. 9.** En cas de stage sportif portant sur l'initiation ou le perfectionnement de plusieurs disciplines ou impliquant des types de handicap différents les critères d'encadrement les plus favorables sont d'application.

Les critères figurant au tableau 2 annexé au présent arrêté ne sont valables que pour la fixation du montant de la subvention et ne peuvent en aucun cas être assimilés à des normes d'encadrement à portée pédagogique ou sécuritaire.

**Art. 10.** L'intervention visée à l'article 5, 2°, est fixée à mille cinq cent francs ou trente-sept euro et dix-huit cents par jour. Cette fonction est exercée par tout moniteur porteur d'un des titres énumérés aux points 1 à 3 du tableau 1 annexé au présent arrêté.

Le responsable de la direction du stage et de la coordination des activités n'est pas comptabilisé pour établir le nombre de moniteurs pouvant être pris en considération en application de l'article 8.

**Art. 11.** En aucun cas, l'intervention dans la rémunération des moniteurs et du responsable de la direction du stage et de la coordination des activités ne peut être supérieure au montant réellement payé par les organisateurs d'un stage sportif du chef desdites rémunérations.

**Art. 12.** L'intervention visée à l'article 5, 3°, est calculée sur la base d'un montant forfaitaire journalier par participant soit :

- 1° cent trente francs ou trois euro et vingt-deux cents pour les stagiaires handicapés visuels, moteurs, paralysés cérébraux, consécutifs de maladies tels que définis au tableau 2 annexé au présent arrêté;
- 2° cent dix francs ou deux euro et septante-trois cents pour les stagiaires handicapés mentaux;
- 3° nonante francs ou deux euro et vingt-trois cents pour les stagiaires sourds-muets.

Ces montants sont réduits de moitié lorsque le stage est organisé en externat.

**Art. 13.** La subvention octroyée ne peut être supérieure au déficit éventuel engendré par l'organisation du stage.

**Art. 14.** Les documents comptables justificatifs tant des dépenses que des recettes doivent être transmis à l'administration au plus tard nonante jours après la fin du stage.

**Art. 15.** Tous les éléments devant permettre de vérifier l'exactitude des qualifications et titres des moniteurs doivent être tenus sur place à la disposition des fonctionnaires chargés de l'inspection du stage.

**Art. 16.** Le Ministre ayant les sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Bruxelles, le 19 janvier 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Tableau 1

1. Diplôme de licencié en éducation physique ou en kinésithérapie;
2. Diplôme de l'enseignement supérieur en éducation physique ou en kinésithérapie;
3. Brevet de moniteur en sport pour handicapés délivré ou homologué par l'administration;
4. Brevet d'aide-moniteur ou d'initiateur pour handicapés délivré ou homologué par l'administration;
5. Brevet de moniteur délivré ou homologué par l'administration dans la discipline concernée par le stage;
6. Brevet d'aide-moniteur ou d'initiateur délivré ou homologué par l'administration dans la discipline concernée par le stage.

Tableau 2 (\*\*)

**Tableau d'encadrement des moniteurs des stages sportifs  
Type de handicap**

Discipline sportive	Visuel	Sourd et/ou muet	Moteur	Paralysés cérébraux	Consécutif de maladie (*)	Mental
Athlétisme	8	10	8	6	10	10
Aviron	5	6	5	—	8	6
Badminton	—	10	8	—	10	10
Basket-Ball	—	10	10	—	10	10
Canoë-Kayak	5	6	5	—	6	6
Cross, course, marche, orientation	6	12	—	—	10	6
Cyclisme	—	10	—	—	10	8
Equitation	5	8	5	5	6	6
Escalade	4	5	—	—	—	4
Escrime	—	8	6	—	8	6
Football	—	22	—	10	22	12
Gymnastique	6	10	—	—	8	8
Haltérophilie	6	12	6	—	12	8
Handball	—	12	—	—	12	12
Hockey	—	16	—	—	16	12
Judo	10	12	—	—	10	10
Lutte-Boxe	—	12	—	—	10	—
Natation	8	12	8	6	10 sauf épileptique 4	8
Parachutisme	—	12	—	—	—	—
Plongée sous-marine	—	—	4	—	4	3
Patinage	6	12	—	—	12	8
Ski - Ski nautique	5	8	6	—	8	8
Spéléologie	—	5	—	—	5	5
Sports légers	5	12	6	6	10	10
Tennis	—	10	—	—	10	6
Tennis de table	—	12	12	6	12	8
Tirs	—	12	10	10	12	8
Trampoline	8	15	—	—	10	10
Voile	—	6	—	—	6	4
Volley-ball	—	12	12	—	12	12

(\*) Par handicap « consécutif de maladies », on entend celui causé par une maladie chronique ou permanente entraînant l'obligation d'adapter la technique et la pédagogie sportive.

(\*\*) Les chiffres repris dans le tableau correspondent au nombre de stagiaires par moniteur.

## VERTALING

N. 2001 — 479

[C — 2001/29084]

**19 JANUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor het organiseren van sportstages voor gehandicapten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 22 augustus 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 augustus 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand te geven is;

Gelet op het advies 30.879/4 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2000, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2001,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de sport behoort;

2° Decreet : het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000;

3° Administratie : de Algemene Directie voor Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

4° Organisatoren : de federaties en de sportclubs bedoeld bij artikel 2 van dit besluit.

**Art. 2.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister aan de erkende sportfederaties bedoeld bij de Afdelingen II en III van hoofdstuk IV van het decreet alsook aan hun aangesloten clubs subsidies toekennen voor het organiseren van sportstages voor gehandicapten.

**Art. 3.** De sportstages voor gehandicapten moeten beantwoorden aan de volgende voorwaarden :

1° de activiteit mag geen winstoogmerk hebben;

2° de duur van de stage moet ten minste drie opeenvolgende dagen en ten hoogste 10 opeenvolgende dagen bestrijken;

3° het programma moet in een minimum van drie uren activiteiten per dag voorzien voor sportinitiatie of -vervolmaking aangepast aan de aard van de handicap van de deelnemers;

4° tijdens de hele duur moet de stage ten minste 10 regelmatige deelnemers tellen;

5° de stage moet georganiseerd worden binnen de perken van het rijksgebied en in gezonde installaties;

6° de sportinstallaties, -uitrustingen en -materieel moeten aan de sportnormen voldoen, aangepast zijn aan de aard van de handicap van de deelnemers en alle veiligheidswaarborgen bieden;

7° de organisatoren moeten alle schikkingen treffen opdat de stagiairs en het begeleidingspersoneel tijdens de gehele duur van de stage zouden gedekt zijn op het vlak van burgerrechtelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade;

8° de organisatoren moeten de ambtenaren van de administratie toelaten hun sportinstallaties, -uitrustingen en -materiaal en hun activiteiten te inspecteren en hun administratieve en boekhoudkundige documenten te controleren;

9° ten minste een van de monitors die de stage begeleiden moet houder zijn van de in tabel 1 vermelde diploma's of brevetten.

**Art. 4.** De aanvraag om subsidie moet ten minste 30 dagen vóór de datum van de aanvang van de stage bij de administratie worden ingediend op een door hem bezorgd formulier.

Samen met de aanvraag gaat er:

1° een gedetailleerd programma waarbij een nauwkeurige uurregeling van de activiteiten wordt gevoegd;

2° een ontwerp van begroting, zowel wat de uitgaven als de ontvangsten betreft, waarbij inzonderheid het verwacht aantal deelnemers nader wordt bepaald alsook de bezoldigingen bepaald voor het begeleidingspersoneel;

3° het advies van de betrokken sportfederatie wanneer de aanvraag door een aangesloten club wordt gedaan.

**Art. 5.** De subsidie toegekend aan de organisatoren van de sportstages voor gehandicapten omvat :

1° een tegemoetkoming in de bezoldiging van de monitors volgens de kwalificaties en bekwaamheidsbewijzen waarvan zij houder zijn;

2° een tegemoetkoming in de bezoldiging van de verantwoordelijke voor de leiding van de stage en voor de coördinatie van de sportactiviteiten voor zover de stage ten minste 20 regelmatige deelnemers telt;

3° een forfaitaire tegemoetkoming berekend naar rata van het aantal stagiairs.

**Art. 6.** De bij artikel 5, 1°, bedoelde tegemoetkoming wordt vastgesteld op het dagelijks cijfer van duizend frank of vierentwintig euro en negenenzeventig cent voor het begeleidingspersoneel houder van een van de kwalificaties vermeld in tabel 1 als bijlage bij dit besluit. Zij wordt verhoogd met tweehonderd vijftig frank of zes euro en twintig cent voor het begeleidingspersoneel houder van een van de kwalificaties vermeld onder de punten 1, 2, 5 en 6 en bevondien van een van de kwalificaties vermeld onder de punten 3 en 4.

**Art. 7.** De Minister mag individueel afwijken van de in artikel 6 bedoelde voorwaarden voor de diploma's, brevetten en getuigschriften die hij als gelijkwaardig acht; de nuttige ervaring kan ook in aanmerking genomen worden.

**Art. 8.** Het aantal monitors die in aanmerking kunnen komen, wordt bepaald volgens de begeleidingscriteria vermeld in tabel 2 als bijlage bij dit besluit.

Een bijkomende monitor komt in aanmerking wanneer het aantal deelnemers met de helft hoger is dan het vereiste basisaantal.

**Art. 9.** Wanneer het een sportstage betreft die afgestemd is op de initiatie of de vervolmaking in verschillende disciplines of waarbij verschillende types van handicap betrokken worden, zijn de meest gunstige begeleidingscriteria van toepassing.

De criteria vermeld in tabel 2 als bijlage bij dit besluit zijn enkel geldig voor de vaststelling van het bedrag van de subsidie en mogen in geen geval gelijkgesteld worden met begeleidingsnormen van pedagogisch of veiligheidsbelang.

**Art. 10.** De bij artikel 5, 2°, bedoelde tegemoetkoming wordt vastgesteld op duizend vijfhonderd frank of zevenendertig euro en achttien cent per dag. Deze taak wordt uitgeoefend door iedere monitor houder van een van de bekwaamheidsbewijzen vermeld in de punten 1 tot 3 van tabel 1 als bijlage bij dit besluit.

De verantwoordelijke voor de leiding van de stage en voor de coördinatie van de activiteiten wordt niet meegerekend voor de bepaling van het aantal monitors die in aanmerking kunnen komen bij toepassing van artikel 8.

**Art. 11.** In geen geval mag de tegemoetkoming in de bezoldiging van de monitors en van de verantwoordelijke voor de leiding van de stage en voor de coördinatie van de activiteiten niet hoger zijn dan het bedrag dat werkelijk door de organisatoren van een sportstage wordt betaald in hoofde van bedoelde bezoldigingen.

**Art. 12.** De bij artikel 5, 3° bedoelde tegemoetkoming wordt berekend op basis van een dagelijks forfaitair bedrag per deelnemer, te weten :

1° honderd dertig frank of drie euro en tweeëntwintig cent voor de stagiairs die gehandicapt zijn op gezichts- en motorisch vlak en op het vlak van hersenverlamming, ten gevolge van ziekten, zoals bepaald in tabel 2 gevoegd bij dit besluit;

2° honderd en tien frank of twee euro en drieënzeventig cent voor de mentaal gehandicapte stagiairs;

3° negentig frank of twee euro en drieëntwintig cent voor de doofstomme stagiairs.

Deze bedragen worden met de helft verminderd wanneer de stage onder het externaatstelsel wordt georganiseerd.

**Art. 13.** De toegekende subsidie mag niet hoger zijn dan het eventueel tekort voortgebracht door de organisatie van de stage.

**Art. 14.** De boekhoudkundige documenten ter verantwoording zowel van de uitgaven als van de ontvangsten moeten aan de administratie 90 dagen na het einde van de stage worden toegezonden.

**Art. 15.** Alle elementen die moeten toelaten de juistheid van de kwalificaties en bekwaamheidsbewijzen van de monitors te controleren, moeten ter plaatse ter beschikking gehouden worden van de ambtenaren belast met de inspectie van de stage.

**Art. 16.** De Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Brussel, 19 januari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

---

Tabel 1

1. Diploma van licentiaat lichamelijke opvoeding of kinesitherapie;
2. Diploma van het hoger onderwijs in de lichamelijke opvoeding of in de kinesitherapie;
3. Brevet van monitor in de sport voor gehandicapten, dat door de administratie wordt uitgereikt of gehomologeerd;
4. Brevet van hulpmonitor of initiator voor gehandicapten, dat door de administratie wordt uitgereikt of gehomologeerd;
5. Brevet van monitor, uitgereikt of gehomologeerd door de administratie voor de discipline waarop de stage betrekking heeft;
6. Brevet van hulpmonitor of initiator, uitgereikt of gehomologeerd door de administratie voor de discipline waarop de stage betrekking heeft.

Tabel 2 (\*\*)

**Tabel van de begeleiding van de monitors voor sportstages**  
**Type van handicap**

Sportdiscipline	Gezicht	Doof en/of stom	Motorisch	Hersenverlamming	Ten gevolge van ziekten (*)	Mentaal
Atletiek	8	10	8	6	10	10
Roeien	5	6	5	—	8	6
Badminton	—	10	8	—	10	10
Basket-Ball	—	10	10	—	10	10
Kano-Kayak	5	6	5	—	6	6
Cross, lopen, snelwandelen, oriëntatie	6	12	—	—	10	6
Wielrijden	—	10	—	—	10	8
Paardrijden	5	8	5	5	6	6
Klimmen	4	5	—	—	—	4
Schermen	—	8	6	—	8	6
Voetbal	—	22	—	10	22	12
Gymnastiek	6	10	—	—	8	8
Gewichtheffen	6	12	6	—	12	8
Handbal	—	12	—	—	12	12
Hockey	—	16	—	—	16	12
Judo	10	12	—	—	10	10
Worstelen-Boxen	—	12	—	—	10	—
Zwemmen	8	12	8	6	10 behalve epilepsie 4	8
Valschermspringen	—	12	—	—	—	—
Duiken	—	—	4	—	4	3
Schaatsen	6	12	—	—	12	8
Ski-Waterski	5	8	6	—	8	8
Speleologie	—	5	—	—	5	5
Lichte sporten	5	12	6	6	10	10
Tennis	—	10	—	—	10	6
Tafeltennis	—	12	12	6	12	8
Schieten	—	12	10	10	12	8
Trampoline	8	15	—	—	10	10
Zeilen	—	6	—	—	6	4
Volleybal	—	12	12	—	12	12

(\*) Onder handicap « ten gevolge van ziekten » wordt verstaan de handicap veroorzaakt door een chronische of een permanente ziekte met als gevolg de verplichting techniek en sportpedagogie aan te passen.

(\*\*) De cijfers vermeld in de tabel stemmen met het aantal stagiairs per monitor overeen.